



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE NEW DELHI

N° 13 – Du 26 mars au 8 avril 2021

En bref

Asie du Sud : Projections de croissance de la Banque mondiale pour l'Asie du Sud : +7,2 % en 2021 et 4,4 % pour 2022.

Afghanistan : Banque mondiale : +1 % pour 2021. Augmentation du PIB de 7 % pour 4 ans de paix.

Bangladesh : Assouplissement des délais de rapatriement des devises. 1^{ère} opération du BIDF.

Bhoutan : 37,5 % des personnes éligibles vaccinés en 2 jours. 10 projets d'IDE approuvés en 2020. Forte hausse des transferts de migrants en 2020. Augmentation de la dette publique liée à la Covid-19.

Inde : *Comité de politique monétaire :* Taux et politique accommodante maintenus. Cible d'inflation et prévision de croissance 2021/22 inchangées. *Indicateurs macro-économiques :* Banque mondiale, 10,1 %, et FMI, 12,5 %, pour 2021/22. Déficit de la balance des transactions courantes au T3. Etiage de 7 mois pour l'activité manufacturière. *Finances publiques :* Recettes des cessions d'actifs supérieures à la cible révisée. Plan d'emprunt de 60 % de la cible de 2021/22 (1^{er} semestre). Déficit public avril-février à 76 % de l'estimation pour 2020/21. *Secteur bancaire et marchés financiers :* Les prêts aux particuliers supérieurs à ceux aux entreprises ? Les obligations indiennes bientôt à l'Indice FTSE ? Levée record de 25,4 Mds USD sur les marchés financiers en 2020/21. Report à octobre des règles sur les débits automatiques. Record d'investissements par les institutionnels étrangers (37 Mds USD) en 2020/21. Obligation d'interopérabilité pour les instruments de prépaiement. *Politique commerciale :* Droits anti-dumping sur les bouteilles chinoises. Tensions avec ByteDance. *Autres informations :* Suppression des obligations de discrimination positive pour les nouvelles embauches au sein des entreprises privatisées. 6^{ème} réunion annuelle du conseil des gouverneurs de la New Development Bank. Global Gender Gap : l'Inde réalise la pire performance en Asie du Sud. Prêt de la BAsD de 484 M USD.

Maldives : Banque mondiale : +17,1 % de croissance en 2021. Don de 1,35 M CAD (secteur des déchets).

Népal : Croissance de 2,7 % pour la Banque mondiale et de 2,9 % pour le FMI en 2020/21. 2 Mds USD d'aide internationale en 2019/20. Augmentations des prix du pétrole et du gaz. 3 942 mauvais payeurs sur liste noire. Vaccins chinois pour travailleurs essentiels. Allègement du service de la dette de l'UE.

Pakistan : Banque mondiale : +1,3 % en 2020/21. Prêt de 300 M USD de la BAsD. Plan quinquennal pour la finance islamique. Avancées dans le plan de restructuration de la Pakistan International Airlines (PIA). Levée de 2,5 Mds USD sur les marchés internationaux. Accroissement des inégalités liées au Covid-19. Hausse de 11,7 % de la dette intérieure. Hausse des investissements étrangers en mars.

Sri Lanka : Banque mondiale : croissance de 3,4 %. Taux de chômage à 5,8 % au T3 2020. Don de 600 000 vaccins Sinopharm à Sri Lanka. Don de 3 M USD du Japon pour la vaccination.

Asie du Sud

Banque mondiale : +7,2% en 2021

Selon le rapport de la Banque mondiale *South Asia Economic Focus: South Asia Vaccinates* la croissance pour 2021 serait de 7,2 % et pour 2022 de 4,4 %. Cependant celle-ci sera inégale et l'activité en deçà des performances d'avant Covid-19 alors que les Etats de la région font dès aujourd'hui face à des pertes importantes de revenus et une augmentation du chômage.

Afghanistan

Banque mondiale : +1 % en 2021

Dans son rapport *Setting Course to Recovery*, la Banque montre que la croissance continue de l'agriculture a permis de maintenir l'économie afghane à flots (+5,3 % en 2020), sans avoir pu toutefois empêcher une contraction de 2 % en 2020. En revanche, la Banque estime qu'en raison de la croissance soutenue de la population, le PIB par habitant ne devrait retrouver son niveau d'avant-Covid qu'à partir de 2025. Par ailleurs, des sécheresses sont attendues pour 2021 et menacent l'activité agricole et, partant, la croissance économique. Selon l'Institution, un partenariat fort et durable entre le gouvernement afghan et ses partenaires constitue la clé pour une reprise économique durable et le retour de la confiance dans le secteur privé. Enfin le rapport estime que la consommation privée a chuté de 6,6 %, résultat de revenus restreints et d'une épargne en hausse. La consommation publique progresse de 5,6 % en raison des dépenses liées à la crise sanitaire.

Augmentation du PIB de 7 % pour 4 ans de paix

Dans le récent rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement « *Achieving Afghanistan's Long-term Goals amid Short-term Adversities* », le PNUD estime les gains de quatre années de paix à une augmentation du PIB afghan de 7 %. Quatre années de paix permettent notamment

d'augmenter les recettes publiques et les dépenses des programmes de développement. Mais, au-delà de la paix, l'Afghanistan devrait être aussi en mesure de réduire davantage la corruption endémique qui perdure dans le pays.

Bangladesh

Assouplissement des délais de rapatriement des devises

La *Bangladesh Bank* a prolongé jusqu'au 30 juin 2021 les mesures de soutien aux exportateurs adoptées en mars et novembre 2020, qui devaient expirer au 31 mars dernier. Cela concerne principalement le délai de rapatriement des devises après expédition des marchandises, porté pour tous les exportateurs à 7 mois, contre 4 mois précédemment (6 mois depuis mars 2020 pour les opérateurs du textile-habillement). Par ailleurs, la durée des prêts relais du fonds de soutien aux exportations (Export Development Fund) est portée de 90 à 180 jours. Enfin, les opérateurs disposent désormais d'un délai d'un an (contre 6 mois précédemment) pour régler les lettres de crédits adossées (back-to-back LC's) sur des crédits acheteur ou fournisseur. Cette mesure d'équité, prise le 15 mars dernier, intervient alors que les exportations du pays, dominées par la filière de la confection (84 % en valeur) marquent le pas ; sur les huit premiers mois de l'exercice 2021 (juillet-février), elles atteignent 25,9 Mds USD contre 26,2 Mds USD en un an plus tôt (-1,5 %), pour un objectif très ambitieux de 41 Mds USD, après un résultat de 33,4 Mds USD en 2019/2020, en recul de 17 % sur l'exercice précédent.

1^{re} opération du Bangladesh Infrastructural Development Fund (BIDF)

La *Bangladesh Bank* a mis sur pied le *BIDF*, qui est un Fonds d'investissements pour les projets d'infrastructures publiques financé à partir des réserves monétaires (42,9 Mds USD fin janvier 2021). Dans ce cadre, la Banque centrale va prêter, via la banque publique SONALI, à la *Payra Port Authority* (3^{ème} port du pays) 49,5 Mds BDT, pour financer les travaux de dragage du canal

d'accès de Rabnabad, confiés à la société belge Jan de Nul. Le prêt porte un intérêt de 2 % et une durée de 10 ans. Jan de Nul devait initialement lever des fonds à hauteur de 86 Mds BDT, mais le gouvernement a finalement décidé de financer les travaux sur ses réserves en devises. Cette décision répond à une demande de la Première ministre exprimée en juillet 2020 sur la possibilité de financer directement les projets de développement plutôt que d'emprunter auprès des bailleurs internationaux ou bilatéraux.

Bhoutan

37,5 % des personnes éligibles vaccinés en 2 jours

Au deuxième jour de la campagne de vaccination, 183 271 personnes avaient reçu la première dose du vaccin Covishield selon les chiffres du ministère de la Santé. Le Bhoutan devra vacciner 76 000 personnes par jour pour couvrir l'ensemble des personnes concernées (533 558) en sept jours.

10 projets d'IDE approuvés en 2020

Selon le rapport annuel des IDE, 5 projets concernent le secteur manufacturier et 6 celui des services. Les ferro-alliages et l'informatique ont été les secteurs les plus attractifs en 2020. Si le nombre de projets approuvés est en diminution (12 en 2019), leur valeur augmente de 80 % en glissement annuel et passe de 1,166 Mds BTN en 2019 à 2 104 Mds BTN en 2020. L'Inde est le premier investisseur étranger au Bhoutan (47%) suivi par Singapour (19 %) et la Thaïlande (11 %). 92 projets ont été financés par des IDE au Bhoutan et 64 % des IDE approuvés ont pour l'instant débouché sur une activité commerciale.

Forte hausse des transferts de migrants en 2020

Malgré la pandémie, les transferts de travailleurs migrants ont atteint 8,3 Mds BTN (33,5 M USD) de janvier à décembre 2020 contre 2,6 Mds BTN (23,7 M USD) à la même période en 2019, selon les chiffres du bulletin mensuel de la Banque centrale. 80 % de ces transferts proviennent d'Australie, 10 % des Etats-Unis et 2,5 % du Moyen-Orient. L'appréciation du dollar par rapport au ngultrum, la monnaie nationale

bhoutanaise, n'est pas sans conséquence pour expliquer cette situation. Le taux de change moyen BTN/USD était de 70,58 en 2019 et 74,11 en 2020. Pour rappel, la Banque centrale bhoutanaise avait ouvert un compte avec la *Reserve Bank of Australia* pour favoriser et faciliter les transferts d'argent des travailleurs migrants et limiter le risque de change. En 2016 déjà, le gouvernement bhoutanais avait lancé la plateforme *RemitBhutan* pour permettre l'épargne et les transferts via les canaux bancaires formels.

Augmentation de la dette publique liée à la Covid-19

La dette publique est estimée pour 2020/21 à 126,5 % du PIB, en hausse de 8,4 % en g.a. selon un rapport du Comité des politiques de développement des Nations Unies. La dette publique a fortement augmenté ces dernières années, de 61 % du PIB en 2010 à 121 % en 2020. Le rapport montre que l'évolution constatée serait en grande partie liée à l'endettement public domestique (bons du Trésor ou obligations) et aux déboursements de prêts pour le projet hydroélectrique Kholongchu, notamment pour financer un déficit public qui atteindrait 14 % du PIB en 2020. Le 12^{ème} plan avait fixé une cible de déficit de 3 % du PIB et prévoyait le financement d'au moins 80 % des dépenses prévues par des recettes publiques. Pour rappel, la dette bhoutanaise est en grande majorité issue des projets hydroélectriques et sécurisée par des accords bilatéraux avec l'Inde pour l'achat d'électricité.

Inde

Comité de politique monétaire

Taux et politique accommodante maintenus

Lors de son dernier Comité de politique monétaire, la Banque centrale (RBI) a laissé inchangé ses principaux taux directeurs (à respectivement 4 %, 3,35 % et 4,25 %). Le Gouverneur a annoncé la poursuite d'une politique monétaire accommodante et des opérations d'*open market*, auxquelles vient

s'ajouter le *G-sec acquisition programme* (G-SAP); ce dernier consiste en l'acquisition de 1 000 Mds INR (13,4 Mds USD) d'obligations souveraines sur le marché secondaire au cours du T1 2021/22. Les annonces du Gouverneur ont été bien accueillies, puisque le BSE Sensex Index a gagné de 0,94% et le Nifty50, 0,92%, alors que le taux des obligations à dix ans a atteint un étiage depuis l'annonce du budget, 6,03 %. La roupie a en revanche chuté de 1,52 %, soit sa plus forte baisse en 20 mois.

Au cours de l'exercice 2020/21, la RBI a acheté pour 3 130 Mds INR d'obligations souveraines, ce qui représente seulement un quart de l'emprunt pour cette période (13 000 Mds INR). Le gouvernement a prévu d'emprunter 12 050 Mds INR en 2021/22.

Cible d'inflation inchangée pour les 5 prochains exercices

Selon la déclaration de la RBI la cible d'inflation restera inchangée, 4% avec une tolérance de 2% pour les cinq prochains exercices. Le Gouverneur a estimé qu'amender cette cible pourrait affaiblir la capacité de la RBI à mettre en œuvre une politique monétaire efficace. La RBI a toutefois suggéré que certains aspects du cadre devraient être revus dont le temps pour atteindre cette cible ainsi que le processus de sélection des membres du Comité de politique monétaire. De fait, selon Bloomberg, la RBI aurait revu son modèle de prévision de l'inflation, avec des ajustements qui intègrent la dynamique budgétaire et monétaire, le régime de tarification des carburants et les fluctuations des taux de change.

Maintien par la RBI de sa prévision de croissance pour l'exercice 2021/22

La RBI conserve à l'identique sa prévision de croissance à 10,5 % pour l'exercice 2021/22, mais appelle toutefois à la vigilance en raison des risques liés aux nouvelles vagues de contaminations. Elle a en conséquence revu ses prévisions de croissance pour le 3^{ème} trimestre 2021/22 à 5,4 % contre 6 % annoncés en février. Dans le détail, elle prévoit 26,2 % au T1, 8,2 % au T2, 5,4 % au T3 et 6,2 % au T4.

Indicateurs macro-économiques

Banque mondiale : 10,1 % pour 2021/22

La Banque a déclaré que l'accent mis par le gouvernement indien sur les investissements dans les infrastructures pourrait raviver la demande intérieure et relancer l'économie mais mentionne également l'incertitude autour de la reprise des contaminations de Covid-19 et le bon fonctionnement de la campagne de vaccination. La Banque révisé la prévision formulée en octobre de 5,4 % de croissance à 10,1 %, avec une marge de +/- 2,5 %, et une prévision de croissance de 5,8 % pour 2022/23. Pour rappel, la Banque mondiale prévoit une contraction de 8,5 % pour 2020/21.

FMI : 12,5% pour 2021/22

Le Fonds a revu sa prévision de croissance pour l'Inde à la hausse soit 12,5% contre 11,5% estimés en janvier dernier. Il justifie cette décision par les résultats prometteurs de l'économie, mais reste toutefois prudent en raison de la menace d'une hausse des contaminations à la Covid-19. Pour 2022/23, le FMI anticipe une croissance de 6,9 %, 10 pnb supérieurs à la précédente.

Déficit de la balance des transactions courantes pour le troisième trimestre

D'après la RBI, la balance des transactions courantes présente un solde déficitaire équivalent à 0,2 % du PIB au terme du T3 2020/21 (oct.-déc. 2020), contre 0,4 % du PIB un an plus tôt et un excédent de 2,4 % du PIB au T2 2020/21. Ce déficit s'explique par l'élargissement du déficit commercial de marchandises de 14,8 Mds USD au T2 à 34,5 Mds USD au T3 en raison de la reprise des importations. Ces dernières atteignent 112 Mds USD au T3 2020/21, contre 90,4 Mds USD au T2 2020/21 et reviennent au niveau d'avant Covid-19 (117 Mds USD au T3 2019/20). Les exportations se sont aussi rétablies, 77,2 Mds USD pour les marchandises au T3 2020/21, contre 75,6 Mds USD au T2 et 81,2 Mds USD un an plus tôt. Dans le même temps, la balance des services s'améliore de 1,7 Mds USD (+23,6 Mds USD au T3 2020/21).

Etiage de 7 mois pour l'activité manufacturière

En mars, l'indice PMI manufacturier des directeurs d'achat se positionne à 55,4 (57,5 en février et 51,8 un an auparavant). Pour 2020/21, l'indice PMI manufacturier était en moyenne de 50,2 contre 52,3 en 2019/20, avec un maximum de 58,9 en octobre 2020 et un minimum de 27,4 en avril 2020. Pour ce qui est des services, l'indice PMI de mars s'élève à 54,6 contre 55,3 en février et 49,3 un an plus tôt. En 2020/21 l'indice PMI des services était en moyenne de 41,7 contre 51,9, avec un maximum de 54,6 en mars 2021 et un minimum de 5,4 en avril 2020.

Finances publiques

Les recettes des cessions d'actifs supérieures à la cible révisée

Les cessions d'actifs dans les entreprises publiques ont rapporté 328,3 Mds INR (4,5 Mds USD) au gouvernement indien en 2020/21 alors que celui-ci prévoyait à l'origine une cible de 2 100 Mds INR (28,6 Mds USD). La dernière cession d'actifs en date est celle de 15 % dans *Rail Vikas Nigam Ltd* pour 5,4 Mds INR, dont le gouvernement détient toujours 75,7 %. La plus importante est celle des 26,1 % dans *Tata Communications Ltd* pour 88 Mds INR. Le processus de cessions d'actifs, essentielles pour équilibrer les finances publiques selon la stratégie gouvernementale, a été fortement ralenti par la pandémie et le gouvernement en a alors révisé la cible à 320 Mds INR. Au total trois introductions en bourse ont été réalisées (*RailTel Corp. of India Ltd*, *Indian Railway Finance Corp*, et *Mazagon Dock Shipbuilders Ltd*). Pour rappel, le ministère des Finances a fixé la cible de 1 750 Mds INR de désinvestissements et de privatisation pour 2021/22.

Plan d'emprunt de 60 % de la cible de 2021/22 pour le premier semestre

Le gouvernement a annoncé un plan d'emprunt de 7 240 Mds INR (97,1 Mds USD) soit 60 % de la cible de l'exercice suivant, pour les six premiers mois. La ministre des Finances avait annoncé un emprunt total de 12 050 Mds INR pour 2021/22 lors de la présentation de la Loi du Finance. En

2020/21, le gouvernement avait emprunté 13 710 Mds INR soit 76 % de plus que ce qui avait été prévu dans la Loi de Finance correspondante.

Déficit public avril-février à 76 % de l'estimation pour 2020/21

Le déficit public de l'Etat central indien atteint 14 100 Mds INR pour les onze premiers mois de l'exercice clôt le 31 mars, soit 76 % de la cible révisée et de 36 % supérieur au déficit de la même période un an plus tôt.

Secteur bancaire et marchés financiers

Les prêts aux particuliers supérieurs à ceux accordés aux entreprises ?

Les prêts aux particuliers (immobilier, carte de crédit) devraient supplanter les prêts aux entreprises et industries dès la fin du mois de mars. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020/21, le crédit à l'industrie a chuté de 1,2 % en g.a. à 27 600 Mds INR (381 Mds USD), alors que les prêts aux particuliers ont atteint 26 600 Mds INR, en hausse de 9,5 % en g.a. Pour ce qui est des services, le montant total des prêts souscrits est de 25 800 Mds INR (+ 8,8 % en g.a.). Selon les données de la RBI, les banques restreignent leur portefeuille de prêts aux entreprises et les remboursements excèdent désormais les emprunts. La part du crédit industriel a été ramenée de 44,3 % en mars 2015 à 29,8 % fin décembre 2020. Les prêts immobiliers (52,3 % du total des prêts aux particuliers), automobiles et les cartes de crédit (4,1 %), sont les premiers postes des portefeuilles de prêts aux particuliers.

FTSE : les obligations indiennes bientôt incluses ?

FTSE Russel a placé les obligations indiennes sous surveillance pour une éventuelle inclusion dans l'un de ces principaux indices mondiaux, le *FTSE Emerging Markets Government Bond Index*. Cela permettrait de valoriser ces titres, d'imposer davantage de discipline financière et d'attirer plus d'investisseurs dans un contexte où le déficit public se creuse (9,5 % attendus pour 2020/21). Cette annonce couronne les efforts de l'Inde de libéraliser son marché d'obligations souveraines.

Levée record de 1 890 Mds INR (25,4 Mds USD) sur les marchés financiers en 2020/21

Selon le rapport de *Prime Database*, ces levées de fonds ont été favorisées par une abondance de liquidités, une forte participation des investisseurs particuliers dans les introductions en bourse (IPO) et des placements robustes effectués par les banques. 315,1 Mds INR ont été levée via des IPO, dont l'activité a augmenté de 54 % en g.a ; la taille moyenne d'une IPO a été de 10,4 Mds INR en 2020/21. Les offres à la vente (OFS) ont également augmenté de 73 % (301,1 Mds INR pour 2020/21) et représentent 11 % du total des fonds levée en bourse.

Report à octobre des règles sur les débits automatiques

La RBI a annoncé le report de six mois de la nouvelle réglementation des débits automatiques pour les cartes de crédit et de débit qui devaient être mise en place fin mars. La RBI avait déclaré que l'industrie n'avait pas complètement mis en place le nouveau cadre annoncé en août 2019 et ces retards pourraient conduire à des désagréments pour les utilisateurs. Cependant certaines entreprises dont *Flipkart*, *Amazon*, *Netflix*, *Microsoft* ou *Zomato* auraient écrit à la RBI pour demander un nouveau report. Le nouveau cadre requiert en effet l'utilisation d'un facteur d'authentification supplémentaire lors de la connexion ou de la modification ou révocation de certains *e-mandate*. L'objectif premier de ce nouveau cadre est de protéger les consommateurs de la fraude et d'améliorer l'expérience client ; il devrait entrer en application en décembre 2021.

Record d'investissements par les institutionnels étrangers (FII) de 2 750 Mds INR

Les FII ont investi 37 Mds USD sur les marchés boursiers indiens en 2020/21, un plus haut depuis près de vingt ans selon les données de *National Securities Depository Ltd*. Ceci tient notamment aux politiques monétaires accommodantes de nombreux pays et l'abondance de liquidités. En 2019/20, le montant des investissements des FII était de 90,37 Mds USD. L'attractivité des bourses indiennes s'explique par les espoirs d'une reprise économique rapide, une politique

budgétaire volontariste, la faiblesse de l'USD et des progrès du processus de vaccination. En conséquence, les indices *BSE Sensex* et *Nifty50* ont gagné plus de 70 % en 2020/21. En revanche, on relèvera que les investissements domestiques ont été négatifs en 2020/21, à hauteur de -1 380 Mds INR.

Obligation pour les instruments de prépaiement d'être interoperables

La RBI oblige désormais les porte-monnaie digitaux et les cartes prépayées à être interoperables. Ceci permettra aux porte-monnaie digitaux de recevoir et de transférer de l'argent depuis ou vers un compte bancaire. Le plafond des instruments de prépaiement a également été relevé, à 200 000 INR.

Politique commerciale

Droits anti-dumping sur les bouteilles chinoises

Les bouteilles en polyéthylène téréphtalate importées de Chine seront désormais taxées pour relever le prix de marché, trop faible pour les producteurs locaux. Ces droits seront compris entre 61 USD et 201 USD selon la qualité des produits. L'Inde est à ce jour le plus grand utilisateur de mesures anti-dumping parmi les membres de l'OMC. Entre 2015 et 2019 elle a initié 233 enquêtes contre 82 entre 2011 et 2014. La plupart de ces enquêtes anti-dumping visent des produits chinois, suivis par les produits coréens et ceux de l'Union Européenne. Fin 2019, on comptait 254 droits anti-dumping, avec une durée de vie moyenne de 5,9 ans. 58 mesures concernent surtout la Chine et sont en place depuis plus de 10 ans.

Tensions entre le gouvernement et ByteDance

Les comptes de l'entreprise chinoise ont été gelés pour suspicion d'évasion fiscale à la suite d'une décision qui intervient deux mois après l'interdiction de l'application chinoise TikTok, parmi 250 autres applications chinoises. ByteDance a contesté cette décision en justice et la Cour Suprême a finalement statué en sa faveur et ordonné la réouverture des comptes.

Autres informations

Suppression de l'obligation de discrimination positive pour les nouvelles embauches au sein des entreprises privatisées

Le gouvernement a assuré les investisseurs privés qu'ils n'auraient pas à se conformer aux règles de discrimination positive en faveur des basses castes pour de nouvelles embauches. Cependant le gouvernement a déclaré protéger les employés existants dont ceux des basses castes, issus des tribus autochtones ou encore en situation de handicap.

6^{ème} réunion annuelle du conseil des Gouverneurs de la NDB

La ministre indienne des Finances a appelé les BRICS à une amélioration de la notation de la *New Development Bank* (NDB) à travers une meilleure capitalisation et la révision de sa gestion. La ministre a (i) souligné le rôle contractuel de la banque qui a prêté à ses membres, 10 Mds USD d'aide d'urgence pour faire face à la pandémie, (ii) encouragé la NDB à faciliter la participation du secteur privé, à explorer des structures de financement innovantes et des opportunités de co-financement avec d'autres banques multilatérales, (iii) souligné l'importance de promouvoir de développement économique et social durable, (iv) suggéré que la NDB développe davantage des relations de synergies avec les institutions qui partagent ses priorités et enfin (v) rappelé le projet indien d'une nouvelle institution financière de développement dotée d'un capital de 3 Mds USD avec une cible de prêts de 69 Mds USD d'ici trois ans, comme annoncé dans le projet de loi de finance pour 2021/22.

Global Gender Gap Report 2021: l'Inde, pire performance en Asie du Sud

L'Inde a perdu 28 places dans le classement *Global Gender Gap Report 2021* du *World Economic Forum*. L'Inde arrive 140^{ème} sur 156 pays. Selon ce rapport, l'Inde a comblé 62,5 % de ses inégalités de genre mais, pour ce qui concerne plus précisément la participation économique, seuls 32,6 % ont été comblés et les

inégalités dans ce domaine se sont aggravées de 3 %. Enfin la participation des femmes au marché du travail a été ramenée de 24,8 % à 22,3 %.

Prêt de la BAsD de 484 M USD

Ce prêt de la Banque asiatique de développement vise à moderniser la connectivité du corridor industriel Chennai-Kanyakumari, un tronçon du *India's East Coast Economic Corridor* qui va du Bengale Occidental au Tamil Nadu (Etat riche en industries - automobile, pharmaceutique etc.) et connecte l'Inde aux autres pays du Sud de l'Asie.

Maldives

Banque mondiale : +17,1 % de croissance en 2021

Dans son dernier rapport *South Asia Economic Focus*, la Banque mondiale prévoit une croissance du PIB des Maldives de +17,1 % en 2021 contre -28 % en 2020. Le PIB en 2020 est estimé à 4 Mds USD et le PIB par habitant à 7 459 USD. La lourde récession de 2020, liée à la dépendance de l'archipel au secteur touristique, a engendré une forte hausse du taux de pauvreté (seuil à 5,5 USD, base 2011 en PPP) aurait atteint 7,2 % l'an dernier (contre 2,1 % en 2019). Le déficit public a atteint 1/5^{ème} du PIB en 2020, contre -6,6 % en 2019, et devrait rester très élevé en 2021 (-18,5 %). Quant au solde de la balance des transactions courantes, celui-ci s'est resté stable, à -26,3 % du PIB en 2020 contre -26,8 % précédemment. La dette publique totale (incluant la dette garantie par l'Etat) a représenté 139,3% du PIB en 2020 (78,4% en 2019) et devrait se réduire à 135,2% cette année. L'inflation a été négative en 2020 du fait de la crise, à -1,4% contre +0,2% en 2019.

Don de 1,35 M CAD dans le secteur des déchets

Le gouvernement canadien a effectué, le 6 avril, un don de 1,35 M CAD (environ 900 000 EUR) aux Maldives pour financer un programme de traitement des déchets médicaux. Le projet, qui couvrira 10 atolls, sera géré par la branche locale de l'Organisation mondiale de la Santé.

Népal

Banque mondiale : + 2,7 % pour 2020/21

La Banque mondiale est revenue sur ses prévisions d'octobre et de janvier, 0,6 % et 1,4 % respectivement, et annonce une croissance de 2,7 % pour l'exercice en cours (mi-juillet – mi-juin). La Banque explique ces bons chiffres par une politique vaccinale rapide, bien que sa dernière prévision reste en deçà de la cible du gouvernement de 7 %. Le pays a été particulièrement touché par l'arrêt du tourisme en raison de la pandémie et le retour des travailleurs migrants. Le Népal a ainsi été confronté, l'exercice précédent, à la première contraction de son économie en 37 ans (-1,99 % selon le Bureau des Statistiques). Le rapport de la Banque mondiale *South Asia Economic Focus Spring 2021 : South Asia Vaccinates* anticipe une croissance de 3,9 % pour 2021/22 et 5,1 % pour 2022/23. Mais ces projections dépendent d'une campagne satisfaisante de vaccination et de la reprise du tourisme, dans un contexte où les contaminations à la Covid-19 reprennent.

FMI : +2,9 % pour 2020/21

Le FMI anticipe pour 2021/22 une croissance de 4,2% et de 5,2% pour 2022/23.

2 Mds USD d'aide internationale en 2019/20

L'aide internationale représente 23,3 % du budget national, selon les chiffres du ministère des Finances. L'aide est en hausse de 26,9 % en g.a. en 2019/20. 69,9 % de cette aide est composée de prêts et 83,5 % ont été budgétés, ce qui représente un progrès puisqu'en 2018/19 seuls 78,4 % de l'aide apparaissait au budget national. L'aide internationale provient à 71 % d'institutions de développement multilatérales comme la Banque asiatique de développement (31 % de l'aide), la Banque mondiale (23 %), le FMI (11 %), l'Union européenne et les Nations Unies. L'aide bilatérale représente 29 % de l'aide totale en 2019/20 et les principaux pays partenaires sont les Etats-Unis (6 % du total), le Royaume-Uni (4,8 %), l'Inde (4,7 %), la Chine et le Japon.

Par ailleurs, 25,6 % de l'aide en 2019/20 sont consacrés à la lutte contre la pandémie de Covid-

19. L'aide dédiée au Covid-19 a été fournie en majorité sous forme de prêts (469,8 M USD), mais aussi dans une moindre mesure, d'assistance technique (29,7 M USD) et de subventions (11,9 M USD). Lors de l'exercice précédent, l'aide internationale atteignait 1,57 Mds USD.

Augmentations des prix du pétrole et du gaz

La semaine dernière, la *Nepal Oil Corporation* a augmenté le prix du pétrole et du diesel de 2 NPR chacun, soit 120 NPR/L et 103 NPR/L respectivement, contre 96 NPR/L pour le pétrole l'année dernière et 85 NPR/L pour le gaz, soit des hausses de 25 % et 21 % en g.a. L'augmentation du prix du carburant contribue largement à l'inflation, estimée par le FMI à 6,2 % g.a. en 2020/21, contre 4,6 % en 2019/20.

Près de 4 000 mauvais payeurs sur liste noire

Les banques et autres institutions financières népalaises ont mis sur liste noire 3 942 mauvais payeurs, particuliers et entreprises, pour non remboursement de prêts. Les institutions financières ont agi à contre-courant des consignes de la Banque centrale qui recommandait de ne pas sanctionner les emprunteurs qui n'avaient pu rembourser en raison de la pandémie. Selon les données du *Credit Information Bureau*, 3 714 entreprises avaient été mises sur liste noire pour l'ensemble de l'exercice précédent. La Banque centrale avait également interdit aux banques de vendre des actifs de ces entreprises en cas de non remboursement.

Les vaccins chinois pour les travailleurs essentiels

Ils seront administrés dans 23 hôpitaux de la vallée de Katmandu et dans quatre hôpitaux situés dans les districts frontaliers avec la Chine. Cette phase de vaccination, subventionnées par la Chine, concerne 400 000 personnes. Près de 1,8 M de personnes ont déjà reçu une première dose de vaccin et la vaccination au Népal a commencé le 27 janvier. La Chine a donné au total 800 000 doses de vaccins BBIBP-CorV développé par Sinopharm et l'Inde 1 M doses de Covishield. Le Népal a aussi commandé 2 M de Covishield et va en acheter 5 M supplémentaires. Par ailleurs, le Népal a reçu 348 000 doses de Covishield, via le programme COVAX.

Le Népal, parmi les 28 pays concernés par l'allègement du service de la dette de l'UE

Le Népal a reçu un allègement du paiement du service de la dette envers l'Union Européenne de 4,3 M EUR, via la contribution européenne de 183 M EUR au *Catastrophe Containment Relief Trust* mis en place par le FMI.

Pakistan

Banque mondiale : +1,3 % en 2020/21

Dans son rapport annuel sur l'Asie du Sud, la Banque mondiale prévoit une croissance de 1,3 % du PIB sur l'exercice budgétaire 2020/21 (juil.-juin), bien en deçà des prévisions à 3 % de la Banque centrale pakistanaise. Selon le rapport de la Banque Mondiale, la dette publique devrait atteindre 93,9 % du PIB sur la même période. En raison des conséquences économiques de la troisième vague de la pandémie de Covid-19, la Banque mondiale prévoit une croissance de 2,7 % et une dette publique qui représentera 94,4 % sur PIB pour 2021/22. Les projections misent sur une inflation de 9 % pour l'exercice budgétaire 2020/21, avec une nette réduction à 7 % dès l'année suivante.

Prêt de 300 M USD de la BAAsD

Ce prêt de la Banque asiatique de développement financera la construction d'une centrale hydroélectrique de 300 MW, construite sur la rivière Kunhar, dans la province du Khyber Pakhtunkhwa. La centrale devrait être mise en service d'ici 2027 et fournir 1 143 GWh/an. Le projet devrait générer 1 200 emplois, dont une majorité destinée aux populations de la région. Les intérêts du prêt sont fixés selon le taux interbancaire offert à Londres (Libor) auquel est ajouté 0,3 %. Le gouvernement souhaiterait investir 175 M USD dans le projet, pour lequel il a formulé une demande de financement à hauteur de 280 M USD à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures.

Plan quinquennal pour la finance islamique

La Banque centrale a présenté un troisième plan quinquennal visant à développer la finance islamique. En décembre 2020, la finance

islamique représentait 17 % des parts de marché et le plan quinquennal (2021/25) ambitionne son développement à 35 % du secteur bancaire en 2025. Selon la Banque centrale, le pays compterait aujourd'hui 22 institutions bancaires islamiques (5 banques islamiques à part entière et 17 banques conventionnelles possédant des succursales bancaires islamiques autonomes), qui proposent des produits et des services conformes à la loi islamique par le biais d'un réseau de 3 456 succursales et de 1 638 guichets bancaires.

Avancées dans le plan de restructuration de la Pakistan International Airlines (PIA)

Alors que les pertes enregistrées par la PIA s'élevaient à 457 Mds PKR (3 Mds USD) à la fin septembre 2020 selon les données fournies à l'Autorité de l'aviation civile, le Comité de coordination économique a élaboré un plan de restructuration de la compagnie aérienne nationale qui sera soumis au Conseil des ministres pour approbation. Dans le cadre de ce plan, la compagnie s'engage à se séparer de près d'un quart de sa masse salariale à travers un plan de départ volontaire, soit 3 500 de ses 14 000 employés. Une enveloppe budgétaire de 12,9 Mds PKR (84 M USD) avait déjà été allouée par le gouvernement pour le financement de ce plan de réduction de la masse salariale. Afin d'apurer les comptes de la PIA, le plan de restructuration prévoit également la conversion en fonds propres (actions) du stock de dette cumulé de la PIA détenu ou garanti par l'État à hauteur de 257,4 Mds PKR (1,7 Mds USD).

Levée de 2,5 Mds USD sur les marchés internationaux

Le Pakistan a émis des obligations (Eurobond) pour lever 2,5 Mds USD, comprenant des tranches de 5, 10 et 30 ans. Le Pakistan a émis 1 Md USD d'obligations à 5 ans au taux de 6%, 1 Md USD d'obligations à 10 ans au taux de 7,375% et 500 M USD d'obligations à 30 ans au taux de 8,875%. Le taux de souscription a atteint 165% sur l'ensemble des trois séries.

Accroissement des inégalités liées au Covid-19

Un rapport sur le Pakistan intitulé : « *The three Ps of inequality: Power, People and Policy* », vient

d'être publié par le PNUD. Fondé sur une approche croisée entre inégalités de revenus et inégalités de développement humain, le rapport met en évidence le creusement des inégalités dû aux conséquences économiques de la pandémie de Covid-19. Tandis que le quintile le plus riche dispose de 50 % du revenu total du pays, le quintile le plus pauvre n'en dispose que de 7 %. Ces inégalités de richesse se traduisent par une différence significative dans le développement humain, avec des IDH respectifs de 0,698 et 0,419. Le Premier ministre Imran Khan s'est exprimé à propos de ce rapport et a réitéré l'engagement de son gouvernement à lutter contre les inégalités.

Hausse de 11,7 % de la dette intérieure

Selon les données de la Banque centrale, la dette intérieure a augmenté de 11,7 % entre février 2020 et février 2021. Au cours des huit premiers mois de l'exercice budgétaire 2021 (juil.-juin), la dette intérieure a augmenté de 6,4 % pour atteindre 156,7 Mds USD en février 2021. La hausse moins conséquente de la dette extérieure (5,3 %) entre février 2020 et février 2021, porte la dette publique à 36 612 Mds PKR (231,7 Mds USD) soit une augmentation de 9,6 % sur la période. Exprimée en USD, la dette publique représente désormais 82,8 % du PIB.

Hausse des investissements étrangers en mars

Sur les neuf premiers mois de l'exercice budgétaire 2021 (juil.-juin), les investissements ont atteint 240,7 M USD, dont 103,1 M USD pour le seul mois de mars. Les investissements en provenance des États-Unis atteignent 115,2 M USD, soit 47,9 % du total. Ils sont suivis par les investissements en provenance du Luxembourg à 91,9 M USD (38,2 %), des Philippines à 21,5 M USD (8,9 %) et du Royaume Uni à 10,5 M USD (4,4 %).

Sri Lanka

Banque mondiale : croissance de 3,4 %

Dans son dernier rapport *South Asia Economic Focus*, la Banque mondiale prévoit une croissance du PIB de Sri Lanka de +3,4 % en 2021 contre -3,6 % en 2020. Le PIB en 2020 est estimé

à 80,7 Mds USD et le PIB par habitant à 3 686 USD. La récession de 2020 a directement affecté la population, le taux de pauvreté (seuil à 3,2 USD, base 2011 en PPP) aurait atteint 11,7 % l'an dernier (contre 9,2 % en 2019). Le déficit public a plus que doublé en 2020, à -12,6 %, et est prévu à -9,4 % en 2021. Quant au solde de la balance des transactions courantes, il s'est amélioré, à -0,9 % du PIB en 2020, grâce à la faiblesse des prix du pétrole et aux restrictions sur les importations, contre -2,2 % précédemment. La dette publique totale (dette garantie par l'Etat incluse) a représenté 109,7 % du PIB en 2020 (94,3 % en 2019) et devrait atteindre 115 % cette année. L'inflation est restée stable en 2020, à +4,6 % contre +4,3 % en 2019. Ces prévisions se basent sur un scénario d'une campagne de vaccination large et rapide, permettant la vaccination de 60 % de la population d'ici la fin de cette année.

Approbation du projet de loi Colombo Port City

Le Conseil des ministres a approuvé la proposition du président de la République de publier le projet de loi *Colombo Port City Economic Commission* et le soumettre au Parlement. Pour rappel, le principe de l'établissement d'une zone économique spéciale à Colombo Port City avait été acté par le conseil des ministres du 4 janvier 2021. Ce projet de loi prévoit l'établissement de la « Commission économique de Colombo Port City » qui aura la charge de la gestion et de la régulation de la zone de Colombo Port City. Cette commission aura pour objectif d'établir un cadre réglementaire favorable en vue de développer Port City en un centre financier international et hub logistique régional de nature à attirer les investissements étrangers. La commission économique fera aussi fonction de guichet unique pour les investisseurs. Celle-ci devrait comprendre entre 5 et 7 membres qui seront nommés par le président de la République. L'établissement d'un mécanisme de règlement des différends commerciaux est aussi prévu.

Colombo Port City a une superficie de 269ha, dont 178 qui peuvent être développés. Parmi ceux-ci, 116ha sont détenus par l'entreprise chinoise CCCC dans le cadre d'un bail de 99 ans et 62ha par le gouvernement sri lankais.

Taux de chômage à 5,8 % au 3^{ème} trimestre 2020

Le taux de chômage a légèrement augmenté au T3 2020, à 5,8% contre 5,1 % au T3 2019. Le taux de participation de la main d'œuvre au marché du travail était de 51 % au T3 2020 contre une moyenne de 52,3 % sur l'année 2019. La population économiquement active était de 8,5 M de personnes au cours de la période considérée, avec une différence importante entre les genres : 66,1 % des actifs étaient des hommes contre 33,9 % de femmes. L'emploi par secteur économique se présente comme suit au troisième trimestre 2020 : agriculture (25,9 %) ; industrie (27,4 %) et services (46,7 %). Le taux de chômage moyen féminin était de 8,6 % contre 4,3 % pour les hommes au T3 2020.

Don de 600 000 vaccins Sinopharm à Sri Lanka

L'Ambassadeur de Chine à Sri Lanka a remis le 31 mars 600 000 doses du vaccin de fabrication chinoise Sinopharm aux autorités sri lankaises. L'autorité locale en charge de la régulation des

produits médicaux (NMRA) n'a pas encore donné son autorisation pour son utilisation d'urgence.

Don de 3 M USD du Japon pour la vaccination

Le gouvernement japonais a fait un don de 3 M USD à l'UNICEF pour financer l'acquisition d'équipements nécessaires pour la chaîne du froid à Sri Lanka et les services nécessaires au bout déroulement de la livraison des vaccins.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international